

Red Tabara lance la "résistance" à un an des élections au Burundi

Deutsche Welle, 23.10.2019 Le groupe de l'opposition armée a revendiqué une attaque dans la province de Bubanza qui a fait au moins une dizaine de morts. Un mauvais signe pour le processus en vue des élections générales en 2020 au Burundi.

Le groupe Red Tabara dont les experts situent la base de repli dans le territoire congolais voisin, a revendiqué une attaque mardi (22 octobre) dans la province burundaise de Bubanza. Au lendemain des affrontements qui ont été visiblement violents, le gouverneur de la province de Bubanza assure que le calme est de retour. Bubanza, c'est dans cette province du Burundi, non loin de la frontière avec la République démocratique du Congo, que les faits se sont déroulés. Des informations relayées par l'Agence France Presse indiquent qu'une centaine de combattants portant des uniformes de l'armée et de la police burundaises se sont introduits dans la province et ont d'abord pris en otage une vingtaine de civils avant de les relâcher quelques heures après. D'autres sources révèlent que les combats ont fait fuir de nombreux habitants. Mais pour le gouverneur Thérence Butoyi, "le calme est total. Maintenant ça va ! Tout le monde est à la maison. Ils n'ont pas fui ! Juste le temps que les chicaneries passent, ils (les habitants) n'ont pas fui, ils ont pris quelques cinq minutes pour revenir !" Bilans contradictoires Aucune communication officielle de la part du gouvernement burundais dont le porte-parole Prosper Ntahorwamiye s'est refusé à tout commentaire. Mardi dans un tweet, le ministre de la sécurité a publié un bilan de 14 morts côté rebelles et indique avoir saisi 11 fusils. Selon le ministre, le groupe armé avait l'intention de répéter le carnage de Ruhagarika. En mai 2018 en effet, une attaque dans cette localité de la province de Cibitoke avait fait 26 morts. Attaque que la commission nationale indépendante des droits de l'homme avait attribué à un groupe armé en provenance du territoire congolais. Des élections dans un an Les affrontements de mardi surviennent alors que le Burundi s'apprête à se lancer dans le processus électoral devant conduire à des législatives, sénatoriales, locales et une présidentielle en mai, juillet et août 2020. Un mauvais signe selon l'universitaire congolais Bosco Muchukiwa, spécialiste de sociologie des conflits à Bukavu. Cela présente dit-il, une menace "pas seulement au Burundi ! C'est aussi une menace pour la RD Congo, pour le Rwanda et le Burundi. Le moment où ces attaques commencent, c'est fort probable que ces mouvements aient comme objectif de déstabiliser le processus électoral au Burundi. Pour moi, c'est une forte menace qui nécessite que les pays de la région des Grands Lacs se retrouvent et développent une diplomatie préventive pour maintenir la paix entre les trois pays". Opposition armée Le groupe armé Red Tabara est l'un des plus farouches de l'opposition armée au président Pierre Nkurunziza. Le groupe de défense des droits de l'homme Human Rights Watch est monté mercredi (23 octobre) au créneau pour exiger la libération d'un groupe de journalistes arrêtés alors qu'ils partaient à Bubanza dans le cadre de la couverture des affrontements. "Christine Kamikazi, Agnès Ndirubusa, Egide Harerimana et Thérence Mpozenzi et leur chauffeur ont été arrêtés à Musigati vers midi et sont actuellement détenus au poste de police de Bubanza", indique HRW qui précise dans son communiqué, que le 23 octobre, ces journalistes avaient été interrogés par un officier de police judiciaire en présence de leur avocat. Selon le groupe de presse Iwacu qui les emploie, ils n'avaient pas encore été inculpés.